

## L'ENVIRONNEMENT

**M. Bill Gilmour (Comox—Alberni):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Environnement.

Le 24 janvier, la ministre a déclaré à la Chambre que le processus de sélection de la ville qui accueillera le siège de la Commission de coopération environnementale prévue dans l'ALENA serait «ouvert, clair, publié, examiné et objectif. La décision va être prise en fonction du bilan environnemental de la ville gagnante. Avec toutes les autres villes candidates, Montréal sera considérée de façon non partisane». Finalement, Montréal, une ville qui déverse dans le Saint-Laurent la moitié de ses eaux usées non traitées, a été choisie pour y installer cette commission.

La ministre pourrait-elle me dire pourquoi elle a induit en erreur la Chambre et vingt-quatre villes candidates. . .

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Gilmour:** Je voudrais reformuler ma question, monsieur le Président.

Pourquoi a-t-elle fait cette déclaration à la Chambre et à vingt-quatre villes candidates quand elle savait que le processus de sélection favorisait Montréal?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, le processus de sélection ne favorisait aucune ville.

J'ai ici un exemplaire du rapport de la firme KPMG. Je me ferai un plaisir de le remettre au député et à tous les autres députés qui voudraient prendre connaissance des différentes propositions présentées. Je sais que l'environnement a été un élément déterminant.

Quand le député pointe du doigt les villes qui déversent leurs eaux usées, je dois lui dire qu'il y a malheureusement un certain nombre de villes canadiennes, dont plusieurs villes de sa propre province, qui déversent leurs eaux usées brutes dans l'océan. Le député ne devrait pas oublier que Montréal a mis en oeuvre un plan pour régler ce problème. Ce plan deviendra opérationnel d'ici la fin de l'année prochaine. J'aurais seulement souhaité que chacune des vingt-cinq autres villes candidates ait eu un plan pour régler les problèmes des eaux usées brutes.

**M. Bill Gilmour (Comox—Alberni):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

• (1450)

Venant contredire les présumés critères de la ministre de l'Environnement, le premier ministre affirme à présent que Montréal accueillera le secrétariat à l'Environnement parce que cette ville a le taux de chômage le plus élevé.

Étant donné le manque d'uniformité dans les critères, ce qui justifie difficilement ce choix, le premier ministre pourrait-il me dire si le gouvernement a adopté les politiques de l'ancien

## Questions orales

gouvernement conservateur qui faisait du favoritisme à l'égard de la province natale du premier ministre?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre):** Monsieur le Président, je n'ai rien à ajouter à ce que vient de dire la ministre de l'Environnement. Elle a fait un travail très objectif. De nombreuses villes se qualifiaient, et l'un des facteurs qui a retenu mon attention et qu'elle n'a même pas utilisé est le fait que de toutes ces villes, Montréal était celle qui, malheureusement, affichait le taux de chômage le plus élevé.

La ministre a très bien tenu compte de tous les autres facteurs. Elle a demandé des candidatures et pris les autres mesures qu'il fallait. Cependant, il arrive un moment où le gouvernement doit décider. Nous avons pris une décision et nous ne nous excuserons pas d'avoir su prendre nos responsabilités.

\* \* \*

[Français]

## L'USINE HYUNDAI DE BROMONT

**Mme Monique Guay (Laurentides):** Monsieur le Président, à Séoul le 4 avril dernier, le ministre du Commerce international affirmait avoir reçu des dirigeants de Hyundai la garantie que l'usine de Bromont serait réouverte. Depuis, la compagnie a indiqué qu'elle n'avait aucun plan d'affaires pour cette usine et que malgré son désir de continuer à l'opérer, Hyundai n'était toujours pas certaine de réouvrir l'usine. La compagnie a même réclamé une lettre de renonciation de la part de ses employés.

Le premier ministre peut-il nous éclairer sur la nature des garanties que le ministre du Commerce international aurait reçues de la part des dirigeants de Hyundai quant à la réouverture de l'usine de Bromont?

**L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie):** Monsieur le Président, il y a effectivement eu des discussions entre le ministre du Commerce international et le ministre de l'Industrie du Québec, M. Tremblay. Il a visité Hyundai. Il y a eu des discussions assez claires. C'est un problème pour Hyundai de trouver un produit qu'on puisse produire à Bromont. C'est le désir de notre gouvernement et de celui du gouvernement du Québec d'aider Hyundai, s'il est possible de le faire, afin de trouver un autre moyen pour continuer cette production à Bromont aussitôt que possible.

**Mme Monique Guay (Laurentides):** Monsieur le Président, le premier ministre ne convient-il pas que son ministre du Commerce international, en faisant une telle déclaration, se moque des travailleurs de l'usine de Bromont et de la population de la région en faisant miroiter l'espoir d'une réouverture, alors qu'il n'y a aucune véritable garantie?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre):** Monsieur le Président, c'est au ministre d'essayer de trouver une solution, même si l'opposition a conclu qu'il n'y a pas de solution possible. Il sera toujours assez tôt pour le savoir. Mais tant qu'on pourra travailler afin de trouver une solution, j'espère que personne ne blâmera le ministre d'essayer de bien faire son travail.